La bombe à Toulouse…

Elle a éclaté près de la caserne de la C.R.S. 27 où Ponia devait venir le lendemain matin et toutes les suppositions ont été faites par la presse – de l'attentat anarchiste contre Ponia à la machination politique téléguidée par l'Algérie.
Pour nous, elle a éclaté plus fort que pour tous, car elle a tué deux copains : Robert et Diego.

Ce que cette bombe voulait dire :

La violence, ce n'est pas ce pétard qui fera un trou dans le vieux mur d'une caserne. La violence, c'est ce que nous subissons tous les jours. C'est le travail salarié et hiérarchisé, c'est la présence des flics dans le métro, c'est la télé chez soi, les opérations coup de poing, c'est la presse à sensation qui monte en épingle « l'événement du jour » pour mieux cacher les mille et une victimes de « l'ordre » à la mode du moment... C'est l'exploitation de l'homme par l'homme, la répression de l'homme par l'homme !

Tuer Ponia ?

Ni Robert ni Diego ne l'avaient envisagé. Ils savaient – comme nous – qu'un pantin est toujours remplacé par un autre, et que pour un Ponia disparu dix Marcellins peuvent se présenter. Comme nous, ils savaient que ce n'est pas un homme qu'il faut abattre mais le système tout entier, et qu'ils s'y employaient – comme nous.

Cet essai de démonstration qui s'est soldé par leur mort n'était ni une provocation – comme certains veulent le laisser supposer – ni un assassinat politique. Cela voulait simplement être une lézarde dans la paroi de cette société qui nous étouffe, une façon de dire : Non, nous ne serons jamais des robots !

Pour la police,

La mort de Diego et Robert a été mise à profit, interpellations dans les milieux « anar » de Toulouse, perquisitions à Toulouse et à Paris. Butin : Sylvie Porte, amie de Robert Touati, trouvée à Paris où elle essayait de trouver un peu de paix...

Sylvie, interrogée pendant 48 heures au Quai des Orfèvres, a été écrouée arbitrairement à Fleury pendant 7 jours. Transférée à Toulouse, elle a été inculpée de complicité de détention et transport de matières explosives par le juge Bensoussan et incarcérée à Saint Michel, la prison de Toulouse. Depuis le 13 mars, elle n'a pu voir que son avocat, toute autre visite – même de sa famille – lui est refusée.

Tout ce que le juge a pu retenir contre elle : elle était l'amie de Robert, elle avait avec lui été « contrôlée » par la police lors d'un collage d'affiches à Albi.

Manifestez votre solidarité à Sylvie.

Écrivez-lui : Sylvie Porte, nº 25-72, prison Saint-Michel, 31000 TOULOUSE.